

Cote du document: EB 2011/104/R.22/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 10 c) iii)
Date: 13 décembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le

Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatrième session
Rome, 12-14 décembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coût du projet	8
Coûts du projet par composante	8
B. Financement du projet	9
Plan de financement par composante	9
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovation et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments juridiques et autorité	11
VII. Recommandation	12
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
DRD	Département du développement rural
ILSP	Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance
INR	Roupies indiennes
PSWMD	Direction des projets publics pour la gestion des bassins versants
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
SKGFS	Sahastradhara Kshetriya Grameen Financial Services
UCCP	Unité centrale de coordination du projet
UGVS	Uttarakhand Gramya Vikas Samiti
UPASaC	Uttarakhand Parvatiya Aajeevika Sanvardhan

République de l'Inde

Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Inde
Organisme d'exécution:	Département du développement rural, Gouvernement de l'Uttarakhand
Coût total du projet:	258,81 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	56,7 millions de DTS (équivalant approximativement à 89,91 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Contribution de l'emprunteur:	48,02 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	10,97 millions d'USD
Contribution d'autres institutions financières:	109,89 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Inde pour le Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance, telle qu'elle figure au paragraphe 50.

Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Inde a accompli, au cours des dernières années, des progrès économiques remarquables, avec une croissance moyenne de 8,8% entre 2002/03 et 2007/08. L'économie indienne se place au quatrième rang mondial. Sa population, proche de 1,2 milliard d'habitants, a un taux de croissance de 1,4%. Au total, 72% de la population de l'Inde vit dans des zones rurales. La pauvreté demeure un problème majeur, puisque 41,6% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour. L'Inde compte 33% des pauvres de la planète.
2. Les populations rurales pauvres n'ont toutefois que peu bénéficié des avantages de la croissance économique, pour diverses raisons: infrastructure matérielle et sociale insuffisante; médiocre accès aux services; faiblesse des investissements; structure sociale fortement stratifiée et hiérarchisée, caractérisée par des inégalités de moyens, de statut et de pouvoir; et mise en œuvre inefficace des programmes utiles aux pauvres par suite de défaillances de la gouvernance. Il est désormais largement reconnu que, faute d'une croissance pour tous, les conséquences sociales et politiques des inégalités croissantes pourraient être très graves. Un tiers environ des districts de l'Inde sont touchés par des troubles civils et des actions terroristes de gauche, qui constituent les principales menaces pour la sécurité nationale.
3. Les salariés agricoles, les petits exploitants agricoles et les travailleurs occasionnels du secteur non agricole constituent la plus grande partie de la population rurale pauvre. Au sein de ces catégories, les plus défavorisées sont les femmes et les communautés tribales. En termes de déficit de participation des femmes, le Forum économique mondial a classé l'Inde au 114^e rang de l'Indice 2009 sur l'inégalité entre les sexes. En outre, environ 300 millions de jeunes, âgés de 13 à 35 ans, vivent dans les zones rurales, et sont pour la plupart contraints de migrer, de manière saisonnière ou permanente, sans posséder les qualifications et les compétences requises par l'économie moderne.
4. Le onzième plan quinquennal (2007-2012) de l'Inde a pour objectifs une croissance inclusive dans tous les secteurs et le doublement du taux de croissance du secteur agricole, en le portant de 2% à 4% par an; il prévoit, à cet effet, de développer l'irrigation, d'assurer une meilleure gestion de l'eau, de combler le déficit de savoirs, d'encourager la diversification, d'augmenter la production vivrière pour assurer la sécurité alimentaire, de faciliter l'accès au crédit et de rendre possible l'accès aux marchés. L'évaluation à mi-parcours du plan, rendue publique en juillet 2010, souligne qu'il est urgent d'augmenter la formation de capital et les investissements dans le secteur de l'agriculture, mais aussi d'améliorer l'accès à l'eau et à des semences de bonne qualité, de reconstituer les nutriments du sol, de développer la recherche et la vulgarisation agricoles, de réformer les systèmes de tenure des sols et de faciliter la commercialisation agricole.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance (ILSP) constitue une réponse directe à une demande officielle du Gouvernement de l'Inde, qui a souhaité reproduire à plus grande échelle les programmes réussis de développement rural dans l'État de l'Uttarakhand; il prend pour base une note conceptuelle préparée par le Gouvernement de l'Uttarakhand. Les autorités de l'État ont récemment inséré leurs plans relatifs à l'ensemble du secteur agricole dans la nouvelle politique agricole de l'Uttarakhand pour 2011. Le projet a été conçu pour apporter un appui à cette politique, particulièrement des points de vue de la sécurité alimentaire et de la diversification agricole.
6. Le projet est pleinement aligné sur le nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), établi pour l'Inde par le FIDA, et sur ses deux objectifs stratégiques: i) accroître l'accès aux technologies agricoles et aux ressources naturelles; et ii) accroître l'accès aux services financiers et aux chaînes de valeur. Le concept du projet est inclus dans l'appendice VI du COSOP (mai 2011).
7. La justification technique spécifique du projet repose sur la reconnaissance des possibilités de réduction de la pauvreté par le développement de moyens de subsistance ruraux dans l'État de l'Uttarakhand. Il faudra, pour y parvenir, mettre un terme à la détérioration des infrastructures productives, améliorer la productivité de la main-d'œuvre agricole et accroître le potentiel rémunérateur de l'activité agricole. Cela incitera les habitants à investir leur temps et leurs ressources dans le secteur de l'agriculture. Malgré les inconvénients auxquels est confrontée l'agriculture dans les régions de collines, l'Uttarakhand offre l'avantage de températures moins élevées dans les zones d'altitude, ce qui permet de produire en contre-saison des légumes et des fruits des zones tempérées. Le secteur de l'horticulture est moins développé que dans les autres États des collines, de sorte qu'il y existe un vaste potentiel de croissance, tout comme pour d'autres produits de niche comme les épices, les plantes médicinales et aromatiques et les fruits à coque. Grâce à une approche intégrée et en s'appuyant sur les enseignements tirés des projets existants, la conception du projet vise à concrétiser ces possibilités de développement agricole dans l'Uttarakhand.
8. Le projet a été conçu dans l'optique d'une convergence avec d'autres programmes gouvernementaux existants ou prévus, comme la Mission nationale pour les moyens de subsistance ruraux (NRLM), financée par les pouvoirs publics. La NRLM commencera ses opérations dans l'Uttarakhand en 2012 et aura pour tâche de constituer des groupes d'auto-assistance et de les appuyer. L'ILSP apportera un soutien supplémentaire aux moyens de subsistance des membres des groupes d'auto-assistance, dont un grand nombre adhéreront aussi à des groupes créés dans le cadre de l'ILSP.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

9. La zone d'intervention du projet se situe dans l'État de l'Uttarakhand, un petit État de collines, dans le nord-ouest de l'Inde, d'une superficie de 54 483 km², et avec une population qui s'établissait, au recensement de 2001, à 8,5 millions d'habitants. Neuf de ses 13 districts sont classés comme districts collinaires et couvrent 77% de la superficie de l'État, mais avec seulement 44% de sa population. Les moyens de subsistance sont encore à prédominance rurale, et la plus grande partie de la croissance économique et démographique a pour cadre les zones de plaine, en voie d'industrialisation.
10. L'Uttarakhand est l'un des États les plus pauvres de l'Inde: en 2004-2005, 41% de ses habitants vivaient en dessous du seuil de pauvreté (Commission de planification). Les données issues du recensement montrent que 18,6% des

habitants des districts couverts par le projet appartiennent aux castes répertoriées. Les conditions difficiles de l'environnement montagneux sont la cause première de la pauvreté rurale. Bien que les ménages disposent, dans leur grande majorité, de parcelles de terre, ces dernières sont très petites (0,8 hectare en moyenne). Les toutes petites parcelles en terrasse sur les pentes raides des collines rendent virtuellement impossible toute mécanisation. Les sols, jeunes et peu profonds, exigent d'importantes quantités de matière organique, mais les rendements demeurent très faibles. Les variétés modernes, les engrais minéraux et autres intrants sont peu utilisés. Les superficies irriguées ne représentent qu'environ 10% des terres dans les districts collinaires. La plupart des ménages possèdent du bétail ou des buffles, mais les animaux issus de croisements améliorés sont relativement rares, et les investissements consacrés à leur alimentation et à leur santé sont minimes. L'agriculture est dans une très large mesure une activité de subsistance; néanmoins, très peu de ménages sont en mesure de produire une quantité de vivres suffisante pour plus de trois ou quatre mois. Les personnes dépendent donc de revenus non agricoles et des programmes de filets de sécurité.

11. Les groupes cibles prioritaires du projet sont: i) les petits producteurs ruraux; ii) les femmes; iii) les ménages appartenant aux castes répertoriées; et iv) les jeunes. Le projet, qui touchera au total 143 400 ménages bénéficiaires, adoptera en matière de ciblage une approche de saturation en assurant la couverture complète de sous-districts (blocs) ou de microbassins versants. Tous les ménages, à l'intérieur des blocs ou des microbassins versants choisis, seront en mesure de participer au projet; la fourniture de services de projet par l'intermédiaire de groupes de paysans pourrait toutefois présenter un intérêt restreint pour les 20% de ménages les plus riches. Le projet veillera à ce que les femmes bénéficient directement des avantages en maintenant une proportion d'au moins 50% de femmes au sein de tous les groupes de producteurs créés par le projet. En outre, et conformément à la politique du Gouvernement de l'Uttarakhand en vertu de laquelle 20% des ressources du projet doivent être attribuées aux ménages appartenant aux castes répertoriées, 20% des groupes de producteurs établis par le projet seront composés de ménages de cette catégorie et d'autres ménages particulièrement vulnérables.

B. Objectif de développement du projet

12. Le but global de l'ILSP est de réduire la pauvreté dans l'État de l'Uttarakhand. L'objectif du projet est de permettre à 143 400 ménages ruraux de profiter de possibilités de moyens de subsistance durables intégrés à l'ensemble de l'économie.

C. Composantes/résultats

13. **Sécurité alimentaire et renforcement des moyens de subsistance.**
L'exécution de cette composante sera confiée à l'Uttarakhand Gramya Vikas Samiti (UGVS). L'UGVS est une société à but non lucratif créée par le Gouvernement de l'Uttarakhand avec pour mission d'exécuter le Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya. L'UGVS appuiera la production agricole et l'élevage dans la perspective de la sécurité alimentaire, et développera des cultures de rente de plus grande valeur et d'autres produits (le tourisme rural, par exemple) pour obtenir des revenus monétaires. La production végétale et animale sera développée par le biais d'un soutien aux groupes de producteurs et, à un niveau supérieur, à des collectifs d'appui aux moyens de subsistance, constitués d'un certain nombre de groupes de producteurs. Pour permettre aux entreprises génératrices de revenus monétaires d'accroître l'échelle de leurs activités, et pour introduire de nouvelles sources de revenus, le projet améliorera aussi l'accès aux marchés grâce à une approche basée sur les chaînes de valeur et à la mise à disposition des infrastructures matérielles nécessaires. L'approche basée sur les chaînes de valeur implique des études de marché et sous-sectorielles, l'introduction de nouvelles technologies, l'amélioration des filières commerciales, le développement des compétences, et le développement et la promotion des produits. Ces activités concerneront 93 800 ménages environ répartis sur 17 blocs, dans cinq districts. Le

projet améliorera aussi les possibilités d'emploi dans le secteur non agricole en apportant un appui à la formation professionnelle liée à l'insertion sur le marché du travail, la cible fixée étant d'offrir une formation à 10 000 personnes.

14. **Développement participatif des bassins versants.** Cette composante sera exécutée par la Direction des projets publics pour la gestion des bassins versants (PSWMD) et fera appel à des processus mis en place dans le cadre d'une série de projets de développement de bassins versants dans l'État, mais en mettant davantage l'accent sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et les filières commerciales. Elle protégera et améliorera le potentiel productif des ressources naturelles dans divers bassins versants, et assurera parallèlement la promotion de l'agriculture durable par la constitution de groupes de producteurs et de collectifs d'appui aux moyens de subsistance et par l'amélioration de l'accès aux marchés. Cette composante doit couvrir 41 microbassins versants au total, représentant une superficie de 125 000 hectares, en six groupes répartis sur six districts, et une population de 39 600 ménages. Elle servira de complément au programme en cours de développement des bassins versants financé par la Banque mondiale et le Gouvernement de l'Inde. Cette composante prend également en compte la disponibilité de la capacité institutionnelle requise en matière de gestion des bassins versants dans les districts choisis pour le projet.
15. **Financement des moyens de subsistance.** C'est l'Uttarakhand Parvatiya Aajeevika Sanvardhan (UPASaC) qui assurera l'exécution de cette composante. L'UPASaC est une société d'investissement en capital-risque, à caractère social, constituée par le Gouvernement de l'Uttarakhand en vertu de la section 25 de la Loi sur les sociétés en vue de financer et de promouvoir les entreprises rurales. Malgré des avancées substantielles sur le plan de la viabilité financière, les banques n'ont pas été en mesure de fournir des services financiers de base à un nombre significatif de ménages pauvres. Pour remédier à cet état de fait, diverses activités sont prévues au titre de cette composante: i) appui bancaire, et en particulier renforcement des capacités et augmentation du nombre d'agences de la Sahastradhara Kshetriya Grameen Financial Services (SKGFS) – une institution de finance rurale; ii) gestion du risque, en particulier en jouant un rôle pilote concernant les services d'assurance et leur reproduction à plus grande échelle; iii) initiatives d'inclusion financière, en proposant par exemple à des collectifs d'appui aux moyens de subsistance une formation sur la manière d'intervenir en tant qu'agents bancaires et une alphabétisation dédiée; iv) fourniture de financement pour le développement par l'intermédiaire de l'UPASaC, avec notamment des prêts et des quasi-fonds propres; et v) mise en place d'un soutien aux dépenses de l'UPASaC.
16. **Coordination et suivi du projet.** Chacun des organismes d'exécution – UGVS, PSWMD et UPASaC – disposera de sa propre unité de gestion du projet, avec à sa tête un directeur. Pour assurer la coordination d'ensemble, le Département du développement rural (DRD), qui fait fonction d'organisme central de l'État, mettra en place sa propre unité centrale de coordination du projet (UCCP), avec à sa tête un directeur principal de projet. L'UCCP comprendra deux unités: i) une unité financière; et ii) une unité de planification et de suivi-évaluation (S&E).

III. Exécution du projet

A. Approche

17. Étant donné que l'ILSP a pour objectif d'agrandir l'échelle des projets existants de développement rural dans l'Uttarakhand, la stratégie a consisté à faire fond sur les enseignements tirés de ces projets.
18. La stratégie du projet reposera sur une approche suivant deux axes pour le renforcement des moyens de subsistance dans la zone du projet. Le premier de ces axes consiste à soutenir et à développer les systèmes de production vivrière qui

demeurent la source principale des moyens de subsistance de la plupart des ménages. Il faudra à cet effet améliorer les technologies de production des cultures vivrières traditionnelles et du bétail, et à développer des services d'appui pour la fourniture des intrants et la commercialisation d'éventuels excédents. Afin d'accroître la sécurité de la production alimentaire, le projet contribuera au développement des bassins versants pour la préservation des ressources en eau et en terre. Le projet soutiendra également la production de fourrage et d'autres produits forestiers non ligneux dans les zones forestières communautaires.

19. Le second grand axe du projet a pour objectif de générer des revenus monétaires par le biais de l'introduction et de l'extension de cultures de rente. Ces cultures de rente seront pratiquées sur une grande échelle et destinées aux marchés extérieurs à l'État. La production de légumes de contre-saison – pommes de terre, tomates et pois – ainsi que de quelques fruits et d'épices est déjà importante, et elle peut être accrue par le recours à des technologies améliorées et par la mise en valeur de nouvelles zones de production, tandis que les paysans verront leurs bénéfices augmenter grâce à une meilleure commercialisation et à la création d'une valeur ajoutée. Il devrait être possible de développer la production de nouvelles cultures et de nouveaux produits (noix et plantes aromatiques, par exemple) pour des marchés extérieurs en expansion. Le projet apportera aussi un appui à des moyens de subsistance non agricoles, avec spécialement la participation de la communauté au tourisme rural. De nombreuses personnes migrent pour trouver des emplois hors des zones collinaires, et le projet soutiendra des activités de formation professionnelle afin d'aider ces personnes à obtenir des emplois plus rémunérateurs.

B. Cadre organisationnel

20. Le Gouvernement de l'Uttarakhand mettra en place, au niveau de l'État, un comité de pilotage du projet présidé par le secrétaire général. Le secrétaire du DRD fera fonction de secrétaire du comité de pilotage du projet. Ce comité se réunira tous les six mois pour examiner l'état d'avancement du projet, fournir des orientations générales et un appui sur le plan des politiques, et faciliter la coordination interdépartementale. La coordination d'ensemble revient à l'UCCP créée au sein du DRD (voir paragraphe 16).
21. Le projet sera exécuté par les trois organismes d'exécution – UGVS, UPASaC et PSWMD –, dotés chacun d'un directeur de projet à temps plein. Les organismes d'exécution assumeront la responsabilité du fonctionnement quotidien des composantes allouées.
22. Le comité de pilotage du projet désignera un comité de gestion du projet, qui sera présidé par le secrétaire du DRD et coprésidé par le secrétaire de la PSWMD. Le secrétaire auxiliaire des finances, le directeur principal du projet (de l'UCPP), les directeurs de projet (des trois organismes d'exécution) et les autres partenaires de l'exécution seront membres du comité de gestion du projet, qui aura pour secrétaire le directeur de projet de l'UGVS. Le comité de gestion du projet, qui tiendra des réunions trimestrielles, sera principalement chargé: i) d'approuver le plan de travail et budget annuel (PTBA); ii) d'examiner l'avancement des travaux sur les plans matériel et financier; iii) de faire le point sur les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultat; iv) de résoudre les problèmes d'exécution; et v) d'œuvrer à la réalisation de la convergence entre les diverses activités parrainées par le gouvernement et celles de l'ILSP.
23. En ce qui concerne l'exécution des activités sur le terrain, le projet s'appuiera sur un certain nombre de partenaires d'exécution, parmi lesquels des ONG, des groupes de producteurs, des collectifs d'appui aux moyens de subsistance et des organisations de gestion des bassins versants.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

24. Le projet suivra le même processus de planification que celui déjà utilisé par le Département du développement forestier et rural du gouvernement de l'État. Au cours du troisième trimestre de l'exercice financier, et plus précisément au mois de décembre, l'UCCP demandera au gouvernement d'établir des prévisions budgétaires pour le projet, sur la base des PTBA élaborés par l'UGVS, l'UPASaC et la PSWMD. Les organismes d'exécution suivront, pour l'élaboration des PTBA, un processus participatif. Cet exercice sera également axé sur la planification de la performance. Chacun des organismes préparera son propre plan de passation des marchés, conformément à son PTBA. L'UCCP regroupera les PTBA et les plans de passation des marchés s'y rapportant et fera parvenir le plan consolidé au comité de gestion du projet et à son comité de pilotage pour approbation au cours du mois de février. Le PTBA approuvé sera ensuite formaté suivant le modèle du PTBA du FIDA et transmis au FIDA pour approbation en même temps que le plan de passation des marchés. Le PTBA approuvé servira de référence, au cours des missions de supervision, pour faire le point sur la performance et l'état d'avancement.
25. Le système de S&E recueillera les données et les informations nécessaires à la mesure de la performance et des progrès vers la réalisation des objectifs. Il jouera aussi le rôle d'instrument d'apprentissage pour la collecte d'informations utiles à une réflexion critique sur les stratégies et opérations du projet. L'exercice de S&E appuiera le processus décisionnel à divers niveaux et constituera la base d'une gestion axée sur les résultats. Étant donné que les principales composantes du projet seront exécutées par l'UGVS, l'UPASaC et la PSWMD, ces organismes suivront de manière indépendante la performance et l'état d'avancement des activités et des résultats. Chacun des organismes établira son propre plan de S&E, dans le cadre du S&E d'ensemble de l'ILSP. Au sein de l'UCCP, l'unité de S&E apportera un appui à cette activité de suivi des activités et des résultats; elle mettra en œuvre un programme de suivi des effets et de l'impact, établira des rapports de synthèse sur l'avancement et les résultats du projet, et coordonnera la gestion d'ensemble de l'apprentissage et des savoirs. Le cadre de S&E du projet prévoit le suivi des résultats, le S&E participatif, le suivi des processus, le suivi des effets et l'évaluation de l'impact. Des enquêtes d'impact – enquêtes de référence, à mi-parcours et d'achèvement – seront réalisées conformément au système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA.
26. Le système d'apprentissage du projet comporte de multiples éléments: tenir des réunions d'examen mensuelles, trimestrielles et annuelles; saisir l'information sur l'état d'avancement; tirer les enseignements; et rechercher des solutions aux contraintes d'exécution. Le FIDA, en coopération avec le gouvernement, entreprendra un examen à mi-parcours dans le courant de la quatrième année du projet afin d'évaluer les réalisations et les contraintes d'exécution. Un plan d'action sera établi d'un commun accord sur la base des conclusions de l'examen à mi-parcours. Si cela s'avère nécessaire, le FIDA pourra recruter, en consultation avec le gouvernement, un organisme externe chargé d'évaluer l'impact du projet. À l'approche du point d'achèvement du projet, l'UCCP préparera un projet de rapport d'achèvement, en coopération avec le FIDA et le Gouvernement de l'Uttarakhand. Le FIDA et le gouvernement procéderont ensuite à un examen à l'achèvement, sur la base des informations contenues dans le rapport d'achèvement du projet et d'autres données.
27. Au cours de la première année du projet, une stratégie de gestion des savoirs sera élaborée au niveau du projet, conformément à la politique du FIDA en matière de gestion des savoirs. Le site web du projet, qui sera achevé au cours de la première année d'exécution, servira d'outil de partage des savoirs; il comportera aussi un lien avec le site web IFADAsia. Les informations essentielles provenant des études de S&E, des examens et des visites d'information, des enseignements et des meilleures

pratiques seront diffusées par le biais de divers supports d'information – bulletins, publications, études de cas et rapports.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

28. **Comptabilité.** Le projet tiendra les comptes et les documents comptables conformément aux pratiques comptables internationalement reconnues. Il a été proposé que le projet utilise pour sa comptabilité le logiciel comptable Tally, à tous les niveaux, dans tous les organismes d'exécution et à l'UCCP. L'UCCP disposera d'un contrôleur financier, responsable de la comptabilité de l'UCCP, des rapports financiers au FIDA et aux autres parties prenantes, de la coordination avec les commissaires aux comptes et les auditeurs internes, des paiements, des opérations bancaires, des flux de fonds et de la coordination avec le personnel financier des organismes d'exécution. Il est recommandé de désigner, en consultation avec le FIDA, un représentant du Gouvernement de l'Uttarakhand comme contrôleur financier adjoint, qui sera assisté par un agent comptable. Chacun des organismes d'exécution disposera de son propre contrôleur financier, chargé de la gestion des responsabilités en rapport avec le projet. Le projet partagera les services du personnel financier de l'UGVS et de la PSWMD au niveau du district.
29. **Flux de fonds.** Le projet sera financé à partir de quatre sources: le FIDA, le Gouvernement de l'Inde, les bénéficiaires et les institutions financières. L'UCCP sera chargée de l'établissement du PTBA pour le projet et de sa soumission au Département des Finances de l'Uttarakhand par l'intermédiaire du DRD. Ce PTBA (à l'exclusion de la contribution des bénéficiaires et des contributions des institutions financières) constituera l'un des éléments du budget du DRD et sera soumis à l'approbation de l'Assemblée de l'État. Les ressources provenant du prêt du FIDA seront mises à la disposition du Gouvernement de l'Inde, qui acheminera les fonds vers le Gouvernement de l'Uttarakhand suivant les procédures nationales classiques d'appui budgétaire aux gouvernements des États.
30. Comme pour les prêts antérieurs du FIDA à l'Inde, les fonds mis à disposition dans le cadre de ce prêt seront versés sur un compte désigné ouvert auprès de la Reserve Bank of India et géré par le(s) représentant(s) autorisé(s) du Ministère des finances. Le FIDA effectuera sur le compte désigné, à titre d'avance, un versement initial qui servira à couvrir les dépenses estimées du projet pour une période de six mois; le compte désigné sera ensuite reconstitué sur la base des demandes de retrait soumises par le projet, par l'intermédiaire du gouvernement de l'État, au Contrôleur des comptes et de l'aide du Ministère des finances.
31. Alors que le flux des fonds de l'UGVS et de l'UPASaC ira des comptes des sous-projets gérés par les unités de gestion de projet aux comptes bancaires au niveau du district, on prévoit que les fonds de la PSWMD aillent du compte de sous-projet de la PSWMD à des comptes bancaires utilisés exclusivement pour le projet aux échelons de la division et du district. Une grande partie de ces fonds ira ensuite de ces comptes bancaires à des comptes bancaires de projet désignés maintenus par les comités de gestion des ressources en eau et des bassins versants, qui font partie des *gram panchayats* (autorités locales autonomes au niveau villageois).
32. **Audit.** Au terme de chaque exercice budgétaire, le gouvernement fera réaliser un audit des comptes du projet, conformément aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets (à l'usage des emprunteurs) et à l'Article IX des Conditions générales applicables au financement du développement agricole, et soumettra un rapport d'audit dans les six mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire. Le projet sera doté d'un mécanisme d'audit interne efficace et d'un bon rapport coût/efficacité. Pour ce qui concerne l'UGVS et l'UPASaC, l'audit interne sera réalisé par un membre de leur équipe de direction. Pour la PSWMD, la fonction d'audit interne sera externalisée à un cabinet d'experts-comptables indépendant. Les aspects clés de la gestion financière et de la passation des marchés feront partie du

mandat de sa mission. L'auditeur interne soumettra des rapports trimestriels, en même temps au directeur principal du projet et au chargé de programme de pays du FIDA. Les décisions concernant d'éventuelles mesures correctives de suivi seront prises conjointement par un comité composé du directeur principal du projet, du spécialiste de la gestion financière du FIDA et de l'auditeur interne.

33. **Passation des marchés.** La passation des marchés s'effectuera conformément aux règles édictées en la matière par le Gouvernement de l'Uttarakhand (avec quelques amendements spécifiques au projet) lorsqu'elles sont compatibles avec les directives du FIDA concernant la passation des marchés. Si les règles nationales concernant la passation des marchés diffèrent des directives du FIDA, ce sont ces dernières qui s'appliqueront.

E. Supervision

34. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. Au cours de la phase de démarrage, le FIDA participera à l'atelier national préparatoire et participera aux débats sur l'approche et la stratégie du projet. Les dirigeants des missions de conception du projet participeront probablement à cette activité, ainsi qu'un spécialiste de la gestion financière, qui apportera aussi un appui à l'exécution pour la formation du personnel financier du projet. Au cours de la première année du projet, un appui à l'exécution pourra également porter sur une aide à la mise en place du système de S&E et à l'élaboration des plans de formation pour les diverses composantes du projet. On prévoit que la première mission de supervision se déroulera vers la fin de la première année d'opération. On comptera parmi ses membres des spécialistes du ciblage de la pauvreté, de la gestion des ressources naturelles et de la gestion financière. Une fois lancés les travaux d'infrastructure, les missions de supervision pourront inclure des spécialistes de la production et de la commercialisation. En outre, le bureau de pays du FIDA à New Delhi apportera au jour le jour un appui à l'exécution.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

35. Sur la base des prix en vigueur en 2011, on estime à 247,28 millions d'USD les coûts de base du projet. Les provisions pour aléas financiers, correspondant à 5%, viennent s'y ajouter et portent le coût total du projet à 258,81 millions d'USD. Les hypothèses sous-jacentes à ces coûts sont notamment: i) une durée du projet de sept ans; ii) des provisions pour aléas financiers correspondant à 5% par an; iii) un taux de change de base de 45 roupies indiennes (INR) pour 1 USD; et iv) à l'achèvement, un taux de change de 52 INR pour 1 USD.

Coûts du projet par composante

Composantes	(INR)	(en millions d'USD)	
		Total	% du total des coûts de base
		Total	
A. Sécurité alimentaire et renforcement des moyens de subsistance	1 896 944	41 691	17
B. Développement participatif des bassins versants	4 020 325	88 359	36
C. Financement des moyens de subsistance	5 211 460	114 538	46
D. Gestion du projet	122 799	2 699	1
Total des coûts de base	11 251 528	247 286	100
Provisions pour aléas financiers	977 207	11 525	5
Coût total du projet	12 228 735	258 812	105

B. Financement du projet

36. Le projet sera financé par: i) un prêt du FIDA de 89,91 millions d'USD; ii) 48,02 millions d'USD du Gouvernement de l'Inde; iii) 109,89 millions d'USD fournis par les banques sous forme de prêts aux entreprises appartenant aux groupes constitués par le projet; et iv) 10,97 millions d'USD de contributions des bénéficiaires. Les groupes de projet bénéficieront également de la convergence avec d'autres programmes du gouvernement ou d'ONG.

Plan de financement par composante (en millions de dollars des Etats-Unis)

	Gouvernement	FIDA	Banques	Bénéficiaires	Total
A. Sécurité alimentaire et renforcement des moyens de subsistance	7 036	32 936		4 810	44 783
B. Développement participatif des bassins versants	37 081	53 212		6 166	96 460
C. Financement des moyens de subsistance	3 071	1 660	109 890	3	114 624
D. Gestion du projet	839	2 106			2 945
Coût total du projet	48 028	89 914	109 890	10 979	258 812
Pourcentage du total	18,6	34,7	42,5	4,2	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

37. La durée prévue du projet ILSP est de sept ans. Le taux global de rentabilité économique (TRE) du projet est de 23%. L'analyse de sensibilité montre que la performance attendue du projet est robuste. Une augmentation de 20% des coûts combinée à une baisse de 20% des avantages aboutit à une réduction du TRE, qui tombe à 13%.
38. On estime à 143 400 le nombre total de ménages qui bénéficieront du projet. La production alimentaire devrait augmenter et passer, en moyenne, de 2 460 kg par ménage à plus de 3 000 kg par ménage, non compris les fruits, les légumes et les épices. L'augmentation de la production de fruits et de légumes, ainsi que celle de produits de l'élevage, contribuera à l'amélioration de la nutrition humaine. Selon les estimations, les revenus de l'exploitation agricole (y compris la valeur de la main-d'œuvre familiale), augmenteront dans l'ensemble pour passer de 29 418 INR à 45 116 INR.

L'encouragement des cultures arbustives et fourragères devrait avoir un impact positif sur les ressources naturelles en fournissant des solutions de rechange à l'abattage des arbres. Un accroissement de l'humidité du sol se traduira par de plus fortes intensités de culture, de 124% à 132% au point de plein développement. Aucune évolution majeure n'est envisagée dans la répartition des cultures, mais l'accent est mis sur l'amélioration des pratiques agricoles et agronomiques et de la production pour le marché. Les interventions du projet en matière de renforcement des capacités offriront des avantages supplémentaires, tout comme l'amélioration de l'accès au marché, l'augmentation du volume de produits commercialisables et la réduction des coûts de commercialisation.

D. Durabilité

39. La durabilité des avantages du projet repose sur plusieurs hypothèses. Premièrement, l'adoption de moyens de subsistance améliorés sera durable pour autant qu'ils continuent d'être rentables pour les ménages, et que soient maintenues les filières concernant les intrants et les extrants. Ces filières devraient être durables à condition qu'elles soient, en elles-mêmes, financièrement viables pour les acteurs du secteur privé et/ou pour les collectifs d'appui aux moyens de subsistance. Deuxièmement, les infrastructures comme les installations de traitement des eaux des bassins versants, les réseaux d'irrigation et les infrastructures de marché devront être entretenues par les groupes d'utilisateurs. La participation des autorités locales au développement des bassins versants

contribuera à assurer la durabilité de ces installations. Troisièmement, le renforcement des capacités se traduira par des bénéfices durables dans la mesure où la formation dispensée sera pertinente et efficace. Enfin, les banques, les compagnies d'assurance et d'autres organismes offriront un meilleur accès aux services financiers. Si de tels services sont rentables, ils seront également durables.

E. Identification et atténuation des risques

40. Le principal risque pesant sur la réalisation de l'objectif du projet est celui de voir les niveaux élevés de migration à partir des zones collinaires créer une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de l'agriculture. Le projet prendra en compte ce risque en cherchant à accroître la productivité de l'activité agricole afin que, pour la main-d'œuvre, les revenus deviennent compétitifs. En termes d'effets du projet, la concurrence sur les marchés extérieurs pour les cultures de rente, les dommages provoqués aux cultures par les animaux sauvages et un contexte d'action des pouvoirs publics peu favorable à la finance rurale figurent parmi les risques principaux. Pour ce qui concerne le risque de concurrence, l'Uttarakhand possède un potentiel de production élevé par rapport à d'autres districts collinaires, et n'est pas éloigné des marchés urbains de New Delhi. Afin d'atténuer le risque de dégâts dus aux animaux sauvages, le projet entreprendra une étude pour identifier les approches les plus rentables, au rang desquelles on pourrait citer la pratique de cultures moins susceptibles d'attirer les animaux ou la mise en place de dispositifs de protection autour des zones de culture intensive. Pour étaler les risques résultant d'une politique peu favorable en matière de finance rurale, le projet appuiera un certain nombre de circuits de financement de substitution. Aucun des risques cités ci-dessus n'est considéré comme fortement susceptible de faire obstacle à la réalisation des objectifs du projet.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

41. Le projet est pleinement aligné sur le Cadre stratégique du FIDA 2011–2015. Il est conforme au SYGRI du FIDA et à la Politique du FIDA en matière de ciblage (2007). Le document de conception final du projet prend également en compte les exigences du FIDA concernant l'égalité entre les hommes et les femmes. Le projet est compatible avec la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique (2010), en cela qu'il est axé sur le renforcement de la capacité d'adaptation des moyens de subsistance au changement climatique et sur l'introduction de mesures d'atténuation du risque. Il répond aussi aux critères formulés dans la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA (2011), puisque nombre des activités proposées sont susceptibles d'avoir des effets bénéfiques sur l'environnement dans le domaine du développement des bassins versants et de la gestion des forêts. Le projet est classé en catégorie B, et aucune évaluation environnementale supplémentaire n'est donc requise. Le projet est également conforme à la Politique du FIDA en matière de finance rurale (2009).

B. Alignement et harmonisation

42. Le projet a été conçu de manière à soutenir le onzième plan quinquennal (2007–2012) du Gouvernement de l'Inde et la politique agricole de l'Uttarakhand pour 2011. On peut citer, parmi les domaines d'alignement, l'accent mis par le projet sur l'amélioration de la gestion de l'eau, sur l'encouragement à la diversification des cultures, sur l'augmentation de la production vivrière et de la sécurité alimentaire et sur l'amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés.
43. Un atelier d'harmonisation de l'action des bailleurs de fonds a été organisé par le FIDA en août 2011. Cet atelier, qui s'est tenu au bureau de pays du FIDA en Inde, visait à assurer une pleine harmonisation du projet avec les autres initiatives de développement dans l'Uttarakhand. Les grands donateurs actifs en Inde y étaient

tous invités et l'atelier a réuni, entre autres, des représentants de la Banque asiatique de développement, de l'Union européenne, de l'Agence allemande de coopération internationale, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Agence des États-Unis pour le développement international et de la Banque mondiale. Les débats de l'atelier ont apporté des éléments d'information complémentaires à la conception finale de l'ILSP.

C. Innovation et reproduction à plus grande échelle

44. Conformément au programme d'innovation énoncé dans le COSOP, la conception du projet prévoit notamment un soutien à l'agriculture adaptable au changement climatique et le développement de services financiers ruraux utiles aux pauvres. Le projet travaillera avec Vivekananda Parvatiya Krishi Anusandhan Sansthan, une institution de recherche relevant du Conseil indien pour la recherche agricole, et avec l'Université G.B. Pant d'agriculture et de technologie pour mettre à l'essai et diffuser des technologies appropriées correspondant aux besoins des agriculteurs des zones collinaires. Le projet participera au changement d'échelle de la SKGFS (par le doublement du nombre de ses agences), qui propose elle-même un nouveau modèle de fourniture de microfinancement. Le projet accordera aussi un financement à la SKGFS pour qu'elle puisse mettre au point de nouveaux produits, par exemple des prêts à l'agriculture. Le projet travaillera avec des assureurs pour offrir de nouveaux types d'assurance à l'intention des populations rurales.
45. Comme le prévoit le COSOP, la conception du projet consiste en une reproduction à une plus grande échelle, dans l'État de l'Uttarakhand, du Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya. Le projet prévoit également une reproduction à plus grande échelle du programme de développement des bassins versants, conduit avec succès par la PSWMD. Les moteurs de cette extension prennent deux formes: les incitations financières, qui encourageront les petits exploitants agricoles à adopter de nouvelles technologies viables, et les institutions et partenaires du projet, qui joueront le rôle de catalyseurs de la reproduction à plus grande échelle, pour laquelle il existe un vaste potentiel dans l'Uttarakhand, étant donné que le projet concernera environ 25% des ménages participant au secteur agricole dans cet État.

D. Participation à l'élaboration des politiques

46. Sur le plan des politiques, la principale question ayant une incidence sur les activités de l'ILSP concerne la commercialisation agricole. Les marchés des produits agricoles sont en cours de libéralisation en Inde, mais il n'existe encore aucune certitude quant à l'ampleur de cette déréglementation. Il semble, à l'heure actuelle, que les mécanismes de contrôle tels que le *mandi* (marché de gros) et les taxes obligatoires de marché demeureront en vigueur, mais que certains acteurs du secteur privé seront autorisés à contourner ces mécanismes par le biais de l'établissement de contrats directs avec les paysans. L'ILSP conduira des études sur les systèmes de commercialisation et sur les interventions dans la chaîne de commercialisation. Ces études fourniront de précieuses informations sur le mode de fonctionnement des marchés et sur les moyens par lesquels les producteurs pourraient obtenir une meilleure rentabilité, ce qui apportera des éléments d'information utiles au débat sur la politique relative au marché.

VI. Instruments juridiques et autorité

47. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Un accord de projet sera conclu entre l'État de l'Uttarakhand et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
48. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.

49. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

50. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Inde un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à cinquante-six millions sept cent mille droits de tirage spéciaux (56 700 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Integrated Livelihood Support Project"

(Negotiations concluded on 29 November 2011)

Loan Number: _____

Project Title: Integrated Livelihood Support Project (the "Project" or "ILSP")

The Republic of India (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

(A) The Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Integrated Livelihood Support Project described in Schedule 1 to this Agreement;

(B) The Project shall be carried out through the State of Uttarakhand pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State ("the Project Agreement");

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is fifty six million seven hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 56 700 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms as defined in Section 5.01 (a) of the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December.
6. The Borrower shall open and maintain a Designated Account denominated in USD in the Reserve Bank of India for the Project. The Designated account shall be operated by the Ministry of Finance.
7. There shall be a Project Account denominated in local currency opened and operated by the Central Project Coordination Unit (CPCU), in a bank mutually acceptable to the Lead Project Agency and the Fund.
8. There shall also be three Sub-Project Accounts, one for the benefit of each of the following Project Parties: Uttarakhand Gramya Vikas Samiti (UGVS); Uttarakhand Parvatiya Ajeevika Sanvardhan Company (UPASAC); Project Society of the Watershed Management Directorate (PSWMD). All accounts shall be opened and maintained in bank(s) mutually acceptable to the above Project Parties and the Fund.
9. The Borrower shall cause the State to provide an amount of approximately forty eight million and twenty eight thousand United States Dollars (USD 48 028 000) to the Project as counterpart financing.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Rural Development Department (RDD) of the Government State of Uttarakhand (The State), acting through its Central Project Coordination Unit (CPCU).
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - (a) Uttarakhand Gramya Vikas Samiti (UGVS);
 - (b) Uttarakhand Parvatiya Ajeevika Sanvardhan Company (UPASAC);
 - (c) Project Society of the Watershed Management Directorate (PSWMD);
 - (d) Any other stakeholder identified by the Project Management Committee in agreement with the Fund.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered by the Fund and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement

of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation;

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Project Steering Committee (PSC) and the Project Management Committee (PMC) shall have been duly established;
- (b) The CPCU within RDD shall have been duly established;
- (c) The Chief Project Director (CPD) of CPCU shall have been duly appointed;
- (d) The Designated Account shall have been duly opened by the Borrower;
- (e) The Project Account shall have been duly opened by the CPCU;
- (f) The Project Agreement in form and substance acceptable to the Fund shall have been duly concluded between the Fund and the State of Uttarakhand.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary to the Government of India
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
North Block
New Delhi 110001, India
Facsimile : +91-11-23092039

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDIA

Authorised Representative

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit small rural producers, women, scheduled caste households, and youth in the State of Uttarakhand (the "Project Area") in the Republic of India.
2. *Goal.* The goal of the Project is to reduce poverty in the Project area of the State of Uttarakhand.
3. *Objective.* The objective of the Project is to enable 143 400 rural households to take up sustainable livelihood opportunities.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
 - 4.1. **Component 1: Food security and livelihood enhancement.** Under this component the Project shall support crop and livestock production for food security and also develop higher value cash crops and off-farm activities to provide cash incomes. This component shall comprise the following sub-components:
 - (a) Food Security and Scaling-up. Under this sub-component the Project shall:
 - (i) Set up Producer Groups (PGs) comprising households with an interest to undertake similar basic livelihood activities at the village level. To ensure full participation of the poorest, the Project shall also mobilize Vulnerable Producer Groups (VPGs), comprising poorest households, particularly those belonging to scheduled castes (SC).
 - (ii) Support clustering of PGs and VPGs into Livelihood Collectives (LCs). LCs shall be the focal points to establish input supply linkages and aggregate production for establishing market linkages.
 - (iii) Facilitate LCs to: (i) expand cultivation of higher value cash crops and off-farm activities, such as community tourism; (ii) develop irrigation, and water and soil conservation related infrastructures; (iii) move into agribusiness by identifying crops with potential for expansion to wider market.
 - (iv) Provide financing to PGs, VPGs and LCs to prepare and implement their Food Security Improvement Plans and Agribusiness Up-scaling Plans.
 - (b) Market access. Activities under this sub-component shall include:
 - (i) Increasing access for hill producers to wider markets through sub-sector development;
 - (ii) Supporting market infrastructure development through the establishment of assembly markets close to production areas, and the construction of roads, pathways, river crossings structures;
 - (iii) Supporting the establishment of farmers' markets;
 - (iv) Establishing collection points where produce can be stored;
 - (v) Carrying out studies and workshops on market systems and market actors;
 - (vi) Developing a market information system to deliver relevant and timely information to farmers;

- (vii) Building the capacity of farmers, partner non-governmental organizations staff and project staff to execute market related functions.
- (c) Innovation and market linkage. Under this sub-component the Project shall enter into agreements with qualified research and development agencies such as Vivekanand Parvatiya Krishi Anusandhan Shala (VPKAS), G B Pant University of Agriculture and Technology (GBPUAT), Uttarakhand Livestock Development Board, Himalayan Action Research Centre (HARC), and the Uttarakhand Bamboo and Fibre Development Board to carry out the testing and dissemination of technologies and approaches to improve food security, livelihoods and access to markets.
- (d) Vocational training. Under this sub-component the Project shall finance a study by the Manipal City and Guilds Joint Policy Advisor Group to identify opportunities for the Project to support vocational training. The Project will then finance implementation of a programme to provide vocational training for youth from households living in the hills.

4.2. Component 2: Participatory Watershed Development. Under this component, the Project shall protect and improve the productive potential of the natural resources in selected watershed areas, as well as increase households' incomes through sustainable utilization and management of natural resources such as water, land and vegetation. This component shall comprise the following sub-components:

- (a) Participatory watershed management. Activities under this sub-component shall include:
 - (i) Social mobilization and participatory planning of stakeholders at grass root level including, *inter alia*, the local government Gram Panchayat (GP), its Water and Watershed Management Committees (WWMCs), Van Panchayats (community forest groups), PGs, VPGs as well as individual beneficiaries.
 - (ii) Watershed developments and investments based on village plans and priorities.
- (b) Food security enhancement support. Under this sub-component the Project shall:
 - (i) Promote food security. To this end, PGs shall be formed to introduce, promote and disseminate improved technologies and farming practices. Support for PGs shall follow a similar pattern to that proposed for Component 1, with each PG drawing up a Food Security Improvement Plan and receiving funding from the Project for its implementation.
 - (ii) Identify the market potential for specific agricultural produce; develop collection centres and good storage facilities; create centres for value addition of the raw produce; identify market linkages, develop market information and logistic services.
- (c) Livelihood up-scaling support. Under this sub-component the Project shall:
 - (i) Promote income generating activities and support VPGs. For this purpose, VPGs shall be set up and shall be given sustained capacity building, orientation and training to encourage their entrepreneurial development. Each VPG shall draw up a Livelihood Improvement Plan receiving funding from the Project for its implementation.
 - (ii) Support LCs for up-scaling income generating activities. In particular, LCs shall be set up and supported in their activities through funding from the Project.

- (d) Institutional strengthening. Under this sub-component the Project shall promote capacity building of WWMCs of the Gram Panchayat and community based organizations, including but not limited to, PGs, VPGs and Village Revenue Committees. To this end, NGOs shall be engaged to provide, *inter alia*, technical advice and trainings.

4.3. **Component 3: Livelihood financing.** Under this component the Project shall expand the outreach of basic financial services. This component shall comprise the following sub-components:

- (a) Banking support. Capacity development support to banks and expansion of branch networks of Sahastradhara Kshetriya Grameen Financial Services (SKGFS), a local rural finance institution and/or any other rural finance institution of similar capacity. In order to develop banking support, the following activities shall be carried out:
- (i) Memoranda of Understanding (MOUs) shall be entered into by UPASAC with the banks having a larger presence in the Project area;
 - (ii) Annual credit need assessments shall be carried out by LCs and field NGOs and discussed with banks, Government programmes at annual district and state-level workshops;
 - (iii) Training shall be imparted, by reputed bank training institutions, to the branch and senior staff of the banks, especially in appraisal skills for lending to PGs, LCs and larger social enterprises, but also in new financing methods;
 - (iv) UPASAC shall contract SKGFS and/or any other rural finance institution of similar capacity to provide financial services at the door step of the clients through the establishment of additional branch offices and the introduction of new financial products.
- (b) Risk management. Piloting and scaling up of insurance services such as weather risk insurance, cattle insurance, mutual health insurance.
- (c) Financial inclusion initiatives. Facilitate LCs to become bank agents, and provide training on financial products.
- (d) Development finance fund. The Project, through UPASAC, shall fund community enterprises whom shall meet eligibility criteria established in the Project Implementation Manual. The investments provided by UPASAC may take the following forms: loans, equity and quasi-equity, and viability gap grants.
- (e) Establishment cost support to UPASAC. UPASAC's salary and overhead costs, including consultant's fees, will be supported by the Project in the initial 3 years and on a tapering basis thereafter.

4.4. **Component 4: Project coordination and monitoring.** The Project shall finance the establishment of a CPCU within RDD which shall be responsible for the overall coordination and monitoring of the Project. The CPCU shall be headed by a CPD and shall have two Units: (i) Finance Unit; and (ii) Planning and M&E Unit. The CPCU shall coordinate and monitor the activities carried out by the Project Parties, UGVS, PSWMD and UPASAC under the Components thereto allocated. UGVS, PSWMD and UPASAC shall each be headed by a Project Director (PD).

II. Implementation Arrangements

5. Project Steering Committee (PSC)

5.1. *Establishment and composition.* The Government State of Uttarakhand shall establish a state level Project Steering Committee (PSC) chaired by the Chief Secretary. The Secretary of RDD shall be the Secretary of the Committee. The members of the PSC shall include: (i) Forest and Rural Development Commissioner (FRDC); (ii) Principal Secretary, Finance; (iii) Secretary, Watershed; (iv) Secretary, Agriculture; (v) Secretary, Animal Husbandry; (vi) Secretary, Horticulture; (vii) Secretary, Industry; (viii) Secretary, Forest; (ix) Principal Chief Conservator of Forests; (x) Chief Project Director, Watershed Management Directorate; and (xi) Project Directors. Special Invitees to the PSC may include, the Heads of concerned line departments, Chief General Manager-NABARD, representatives of Confederation of Indian Industry (CII), Chambers of Commerce, Khadi and Village Industry Board (KVIB), Uttarakhand Bamboo & Fibre Development Board, Uttarakhand Organic Commodities Board, Convenor Bank of State Level Bankers Committee and implementing partner NGOs.

5.2. *Responsibilities.* PSC shall meet once in six months to review Project progress, provide overall guidance and policy support and to facilitate inter-departmental coordination.

6. Project Management Committee (PMC)

6.1. *Establishment and composition.* The PSC shall establish a Project Management Committee (PMC) chaired by the Secretary of RDD. The Secretary, Watershed shall be Co-chairperson. The Additional Secretary, Finance, the CPD, PDs and Implementation Partners (NGOs, Innovation Linkage Partners, etc.) shall be the members. The PD of UGVS shall be the Secretary of the PMC.

6.2. *Functions.* The PMC shall meet every quarter and its main functions shall include: (i) approving AWPBs together with PSC; (ii) reviewing physical and financial progress; (iii) reviewing progress towards achieving outcome indicators; (iv) resolving implementation issues; (v) working towards achieving convergence between various government sponsored activities and Project activities.

7. Lead Project Agency (RDD)

7.1. The Rural Development Department (RDD) of the State of Uttarakhand shall be the Lead Project Agency.

8. The Central Project Coordination Unit

8.1. *Establishment and structure.* A CPCU within the RDD shall be established headed by the CPD. The CPCU will have two Units: (i) Finance Unit; and (ii) Planning and M&E Unit.

8.2. *Functions of the Finance Unit.* The main functions of the Finance Unit shall include: (i) formulate and sign the Subsidiary Agreements with UGVS, PSWMD, UPASAC; (ii) organize PSC and PMC meetings; (iii) incorporate the budget requirements into the overall budget of the Government of Uttarakhand; (iv) operate the Project Account for timely release of funds to the Project Parties; (v) receive statements of expenditures and supporting documentation related to funds released to the Project Parties and keep an account of the funds released and utilized by UGVS, PSWMD and UPASAC; (vi) prepare overall Project financial statements; (vii) prepare and submit the withdrawal applications to the Controller of Aid, Accounts and Audit in the Ministry of Finance for onward transmission to IFAD; (viii) and ensure preparation and submission of annual audit reports of the Project Parties to IFAD.

8.3. *Functions of the Planning and M&E Unit.* The main functions of the Planning and M&E Unit shall include: (i) submit the consolidated AWPB for approval of IFAD, PMC and PSC; (ii) prepare the annual procurement Plan and submit it to IFAD for approval; (iii) prepare and submit consolidated progress reports annually and quarterly to IFAD based on the progress reports submitted by UGVS, PSWMD and UPASAC; (iv) undertake M&E and knowledge management activities related to the Project; (v) prepare RIMS data for submission to IFAD.

9. Project Parties

9.1. *Responsibilities.* The Project shall mainly be implemented by the following Project Parties as follows:

- (a) UGVS, previously established for the implementation of the Livelihood Improvement Project for the Himalayas (Loan No. 624-IN), shall implement the Food Security and Livelihood Enhancement Component (component 1);
- (b) PSWMD shall be duly established to implement the Participatory Watershed Development component (component 2);
- (c) UPASAC, previously established for the implementation of the Livelihood Improvement Project for the Himalayas (Loan No. 624-IN), shall implement the Livelihood Financing component (component 3).

10. Project Directors

10.1. *Appointment and Tenure.* UGVS, PSWMD and UPASAC shall each be headed by a Project Director (PD) who shall be appointed by the State Government. IFAD shall be notified of any changes of the PDs. In order to ensure continuity and smooth implementation of the Project activities, as far as possible, the PDs will have a normal tenure of three years. The PDs of UGVS and PSWMD shall be assisted by a core team staff comprising agribusiness, finance, planning and monitoring and evaluation specialists.

10.2. *Responsibilities.* PDs shall be responsible for the day to day operations including the following functions: (i) ensure that UGVS, PSWMD and UPASAC carry out their functions as set out in the Subsidiary Agreements; (ii) supervise and monitor the activities of UGVS, PSWMD and UPASAC and their progress towards achieving physical, financial and outcome related targets; (iii) oversee field operations related to the respective Components and provide overall implementation guidance; (iv) operate the Sub-Project Accounts; (v) recruit staff required for implementing the Project; (vi) undertake project procurement; (vii) ensure that the Sub-Project Accounts are audited annually in accordance with IFAD audit requirements and submitting the same to CPCU; (viii) submit annual RIMS data to CPCU; and (ix) ensure that UGVS, PSWMD and UPASAC receive required level of funding for carrying out the activities.

11. Subsidiary Agreements

11.1. UGVS, PSWMD and UPASAC shall each enter into a Subsidiary Agreement with the State through the CPCU/RDD, acceptable to the Fund, which shall set out the terms and conditions under which such Project Parties shall implement their respective activities under each Project Component. The UGVS, PSWMD and UPASAC shall be responsible for the day to day implementation of the allocated components. The Establishment of Divisional Offices at the cluster/district level by the UGVS, PSWMD, and UPASAC shall be need based. The main functions of UGVS, PSWMD and UPASAC shall include: (i) coordinate and implement components' activities, including procurement, in consultation with IFAD and under the guidance of PSC; (ii) prepare AWPBs and annual

procurement plans and submit them to CPCU; (iii) finalize and execute partnership agreements/contracts with NGOs, service providers and specialized institutions for implementing various project activities; (iv) establish an effective M&E and MIS system to track sub-component's progress; (v) prepare and submit consolidated annual and quarterly progress reports to CPCU; (vi) supervise and monitor their respective component related activities and their progress towards achieving physical, financial and outcome related targets; (vii) prepare financial statements and prepare statements of expenditures for submission to CPCU; (viii) submit annual audit reports and RIMS data to CPCU; and (ix) liaise with the State administration, line agencies and other Project Parties to ensure coordination in project implementation.

12. District Committees

12.1. *Establishment and composition.* District Coordination and Monitoring Committees shall be established in each district covered by the Project activities and shall be chaired by the Chairman of the Zila Panchayat (elected head of the district government). Members shall include the district Chief Development Officer, project staff (from UGVS and/or PSWMD), partner NGOs staff, members of government line departments and representatives of Gram Panchayats and other community based organisations. Block Development Officers may also be members of this Committee. The Committee shall coordinate project implementation at the district level and ensure linkages between the Project, line agencies and other government agencies.

13. Project Implementation Manual (PIM)

13.1. The CPD, with assistance from the Project Parties, shall prepare a draft PIM for approval by the PMC in consultation with the Fund. The PIM shall include procedures and processes for Project implementation including, *inter alia*:

- (a) Terms of reference for key Project staff;
- (b) Terms of reference for NGOs recruited as service providers;
- (c) Terms of reference for studies and surveys;
- (d) Procurement processes; and,
- (e) Terms of reference for external and internal audits of Project Accounts.

13.2. The PMC shall adopt the PIM substantially in the form mutually agreed with the Fund and make amendments from time to time in agreement with the Fund.

13.3. The Borrower shall cause the Project to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

14. Mid Term Review

14.1. The Lead Project Agency and the Fund shall jointly carry out a review of the Project implementation no later than the fourth anniversary of the Project Implementation Period (the "Mid-Term Review") based on terms of reference prepared by the Lead Project Agency and approved by the Fund. Among other things, the Mid-Term Review shall consider the achievement of Project objectives and the constraints thereon, and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints. The Borrower shall ensure that the agreed recommendations resulting from the Mid-Term Review are implemented within the specified time therefor and to the satisfaction of the Fund. Such recommendations may result in modifications to this Agreement or cancellation of the Financing.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	% of eligible expenditure to be financed
I. Civil works	1 990 000	100% net of taxes, government and beneficiaries contributions
II. Watershed treatment	11 500 000	100% net of taxes, government and beneficiaries contributions
III. Vehicle, Equipment and Materials	340 000	100% net of taxes and government contributions
IV. Capacity building	20 470 000	100% net of taxes, government and beneficiaries contributions
V. Livelihoods Financing	540 000	100% net of taxes, government and banks contributions
VI. Service providers contracts	10 320 000	100% net of taxes and government contributions
VII. Incremental salary and operating costs	5 880 000	100% net of taxes and government contributions
Unallocated	5 660 000	
TOTAL	56 700 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Civil works includes, but is not limited to, buildings, small-scale irrigation, roads and trails, bridges;

Watershed Treatment includes, but is not limited to, construction of earth bunds, water harvesting structures, check dams, terracing and levelling, diversion drains, contour trenches, stone wall protection works, biological protection measures and other watershed treatment works, and other minor village infrastructure;

Capacity Building includes activities related to training, workshops, technical assistance, surveys and studies, livelihood support, agri-business development support, project allowance, management and information system (MIS), geographic information system (GIS), as well as watershed experts to PSWMD;

Livelihoods Financing includes, but is not limited to, activities related to insurance pilots and viability gap funding;

Service providers contracts includes activities related to NGO contracts;

Incremental salary and operating costs includes incremental salaries, allowances and operation and maintenance costs, excluding existing Government salary costs of the PSWMD.

Logical framework

Objective hierarchy	Indicators	Means of verification	Assumptions
Goal Reducing poverty in hill districts of Uttarakhand	Child malnutrition (under 5 yrs old: chronic, acute, underweight) ¹ Household assets Food security	Impact surveys (including RIMS anchor indicators) at baseline, mid-term and completion	Price of food does not increase relative to earnings. No major natural disasters
Development objective: Enable 143,400 rural households to take up sustainable livelihood opportunities integrated with the wider economy	70% of households report increase in income from sub-sectors supported by the project. 70% of hh report increase in income (expenditure) ² Quality of housing improved for 70% of hh Access to water and sanitation improved for 40% of hh Women's empowerment - 70% of women report improvement SC h'holds comprise at least 20% of all hh benefitting	Annual outcome surveys Impact surveys (including RIMS anchor indicators) at baseline, mid-term and completion	Employment opportunities in other parts of India do not mean that so many of the workforce migrates out of Uttarakhand that farming is affected.
Outcomes:			
93,000 households from hill communities benefit from increased food production, greater participation and returns in markets for cash crops, tourism and new employment opportunities.	75% of farmers ¹ adopt improved technologies or increase in area irrigated 75% farmers increase ² in farm yield &/or output. 90% of hh increase ² in food self-sufficiency 10% of hh establish new enterprises 10% of hh expand enterprises. 50% of hh report increased sales . 20% of producers ¹ use new marketing channels. Increase in 5% of producers' share of retail price. 50% of producer organisations rated sustainable. 8,000 vocational training graduates ¹ gain employment.	Annual outcome surveys. KAP surveys Value chain studies Case studies of producer organisations VT reports & studies	Weather patterns do not change to the extent that seriously hinders farming. Food prices in hills do not fall to the extent that makes local production uneconomic. Markets for off season vegetables & other products not adversely affected by competition from imports or other areas. Communications (road and telecom) are developed. Vocational skills acquired are relevant to job market.
Farming systems in 41 project watersheds become more productive, and less vulnerable to erosion and drought.	Increase of 10% in vegetative biomass Increase of 10% in water availability Improved performance of 80% of GP 75% of farmers ¹ adopting new technologies Increase ² in farm yield & output. 50% farmers increase ² in sales of produce or use of new market channels	Watershed environmental monitoring Process monitoring of GP Annual outcome surveys KAP surveys	As above plus Treated watershed not damaged by erosion originating in reserve forests. GPs responsive to project & allocate required resources.
Increased investment in market-led opportunities by hill producers and their organisations.	UPASAC investments total Rs90 million. 40% increase in number and amounts of finance from other institutions. Five new financial products for project groups Recovery rate of bank loans and UPASAC Investments	Reports from UPASAC and other financial institutions	Regulatory framework allows financial innovation and encourages rural lending.
Lessons in development of hill communities learned and disseminated.	Lessons documented and disseminated via media and meetings.	Project progress reports	Project generates lessons which are widely applicable.
Outputs:			
Strengthen food production systems Support cash crops, market-orientated enterprises, tourism & institutions Develop market & other infrastructure Provide opportunities for vocational training	93,000 people ¹ trained & get other livelihood support 18,000 producers ¹ benefit from value chains. 80 market access infrastructure facilities provided. 60 producer organisations involved in value chains. 10,000 people ¹ complete vocational training.	Project progress reports	Improved technologies for hill agriculture are available & profitable. Private sector & other value chain participants are interested. Public sector input supply channels function efficiently, or allow space for private suppliers.
Soil and water conservation. Watershed management capacities strengthened Livelihoods developed	29,000 producers ¹ reached with improved technologies, irrigation, better communications and soil conservation. 125,000 ha covered by watershed conservation and development.	Project progress reports	Communities are interested and willing to prioritise watershed development. GP's able to play their role in implementing watershed development
Social venture capital company able to provide financial resources Other financial institutions strengthened to provide loans and other services.	UPASAC business plan 1,000 people attend training and exposure visits. 10 financial institutions participating in ILSP linkages. 20 new branches of SKGFS opened.	Project progress reports	Suitable staff can be recruited to UPASAC. Financial institutions willing to participate.
Effective and efficient systems for delivery of project outputs	Achievement of project targets at output and outcome levels.	Project progress reports	GoUK & IFAD establish efficient management framework.
Activities/components			
Food security and livelihood enhancement: Support for crop and livestock production via technology demonstrations and training, development of service providers, physical infrastructure for market access, irrigation, and soil conservation. Value chain sub-projects including market/sub-sector studies, introduction of new technologies, market linkage, skill development, product development and promotion, physical infrastructure for market access. Action-research and innovation sub-projects. Vocational training, apprenticeships and job placement services - implemented by UGVS			
Participatory watershed management: watershed planning and treatment, institutional strengthening, demonstrations and training, market linkages – implemented by PSWMD			
Livelihood finance: provision of debt and equity capital for enterprise start-up, piloting of risk management instruments, support for financial institutions – implemented by UPASAC			
Project management: Project management unit established, staff recruited, agreements with partner agencies, project coordination, monitoring and evaluation, knowledge management – implemented by DRD			

¹ indicators disaggregated by gender ² number of people reporting change and size of the change